

ArcelorMittal doit statuer sur un contre-projet pour Gandrange

by Liaisons sociales - lundi, mars 24, 2008

<http://correspondances.fr/arcelormittal-doit-statuer-sur-un-contre-projet-pour-gandrange/>

Le cabinet Syndex a remis, à la CFDT et à la CFE-CGC, un projet alternatif à la suppression de 595 emplois à l'usine ArcelorMittal de Gandrange. La direction donnera sa réponse le 28 mars.

Arcelor Mittal Gandrange

Contre-projets divergents, rumeurs de reprises encore floues, interventions politiques et remous médiatiques... La tension monte à l'usine ArcelorMittal de Gandrange (Moselle), où les syndicats CFDT et CFE-CGC présentent à la direction une alternative au projet de fermeture du train à billettes et de l'aciérie, qui supprimerait 595 des 1 100 emplois du site. Déposé lors du comité d'entreprise du 14 mars, le document chiffre à 45 millions d'euros le montant des investissements qui, conjugués à un vaste plan de formation du personnel, permettrait, selon le cabinet Syndex, de maintenir les effectifs.

En recentrant son activité sur quatre métiers contre sept actuellement et en répartissant sa production à parts égales entre aciers d'entrée de gamme et aciers de spécialité, le site renouerait avec les bénéfices dès 2009, et resterait dans le giron d'ArcelorMittal.

La CGT privilégie l'hypothèse d'une reprise

Minoritaire, la CGT, qui a quitté l'intersyndicale, n'accorde guère de crédit à ce projet qualifié de replâtrage. Le syndicat, qui a reçu la visite de Bernard Thibaut, secrétaire général de l'organisation, le jour même du CE, privilégie l'hypothèse d'une reprise – à laquelle Bercy semble également favorable. Le syndicat s'appuie sur une étude du cabinet EVS Expertise pour proposer le remplacement du four actuel, moyennant un investissement de 120 à 140 millions d'euros. Le nouvel outil permettrait de valoriser le laminoir à couronnes et à barres (LCB), qui constitue l'un des points forts de Gandrange.

Seul candidat officiellement intéressé par la reprise du site de Gandrange, le riche financier Romain Zaleski, qui vient de quitter le conseil d'administration d'ArcelorMittal, ne s'est encore prononcé sur

aucun projet industriel. De même, les rumeurs faisant état d'un éventuel intérêt des sidérurgistes voisins – Corus (groupe Tata), l'allemand Saarstahl ou encore le russe Severstahl – pour le site de Gandrange ne reposent sur aucune déclaration précise.

Arbitrage de l'Etat

Rien n'indique, d'ailleurs, qu'ArcelorMittal soit disposé à vendre l'usine.